

LA FRANCE RÉPUBLICAINE

JOURNAL QUOTIDIEN

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

A LYON^{1^{re}}

3, place des Cordeliers, 6

RESPONDANTS A PARIS POUR LES ANNONCES ET LES ABONNEMENTS

DONGREL ET BULLIER Jeune, place de la Bourse, 33.

LAFFITE-BULLIER et C^{ie}, place de la Bourse, 8.

LYON



ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	1 an
PRIX pour Lyon...	10 fr.	20 fr.	40 fr.
— le départ du Rhône...	11	22	44
Hors du département...	13	25	50

Pour les abonnements, envoyer un bon sur la poste,

ou un mandat à vue sur Lyon.

Lyon, 1^{re} Décembre 1872

En vérité, les événements nous donnent trop tôt raison.

Avec une joie facile à comprendre, nous saluons hier le vote du 29 novembre. Si faible que fut cette majorité de 37 voix obtenue par le gouvernement, elle suffisait à démonter pacifiquement une crise violente, elle opposait un obstacle légal aux entreprises des factieux, elle substituait à l'équivoque du pacte de Bordeaux la reconnaissance, même par l'Assemblée de Versailles, de la République comme gouvernement définitif du pays.

Mais, en politique, il n'est pas permis de s'endormir dans l'ivresse d'un premier succès. Il faut songer au lendemain.

C'était par conséquent notre devoir de mettre nettement en relief les dangers prochains d'une situation qui laissait le gouvernement à la merci d'une majorité de 37 voix ; de 37 voix flottantes, indécises, qu'un caprice, un hasard, un incident insignifiant pouvait rejeter du côté de nos adversaires.

A cette question : est-il possible de gouverner dans de semblables conditions ? nous répondions résolument : non !

Avec nous, la raison, le bon sens, l'évidence, une pénible expérience de vingt mois répondent également : Non !

Et nous en tirions cette conclusion plus nécessaire, plus impérieuse que jamais : il faut procéder sans retard à des élections générales.

Et bien ! voyez ce qui se passe aujourd'hui.

Un bonapartiste, M. Prax-Paris, se croit en droit d'interpréter le gouvernement au sujet des adresses qui lui ont été envoyées par la presque totalité des municipalités de France. Avons-nous besoin d'insister sur cette thèse vingt fois démontrée et toujours irréfutable qu'un mandat de Conseiller municipal ou de Conseiller général ne saurait dépasser celui qui en est investi d'aucun de ses droits politiques, que, par conséquent, conseillers municipaux et conseillers généraux peuvent signer des pétitions et rédiger des adresses au même titre que tout autre citoyen. Seule l'action collective, après délibération prise en séance régulière, est prohibée par la loi. Mais rien de semblable ne s'est produit dans le grand mouvement d'opinion qui est venu donner à M. le président de la République un nouveau et irrécusable témoignage de l'appui qu'il rencontrait dans le pays.

Attaquer la légalité de ces adresses était donc au suprême degré faire acte de mauvaise foi ; c'est encore, il importe de ne pas s'y tromper, une véritable révolte de la minorité royaliste de l'Assemblée de Versailles contre la majorité républicaine de la nation souveraine.

Pourtant, après un discours violent de M. Raoul Duval (des commissions mixtes), la motion de M. Prax-Paris, traduite par un ordre du jour impliquant un blâme pour le gouvernement, est adopté par 305 voix contre 299.

Ainsi, hier le gouvernement avait pour lui une majorité de 37 voix, aujourd'hui il se trouve en minorité de 6 voix.

Le 29 novembre il y avait 707 votants; le lendemain il ne s'en trouve plus que 604. Que serait-il advenu si tous les députés qui ont voté le 29 novembre avaient compris que leur présence sur leurs bancs, dans les graves conjonctures où nous sommes, répondait à une nécessité de soustraire la France au danger persistant des crises qui l'inquiètent et qui, en se renouvelant, finiront par la ruiner, les soussignés vous supplient, M. le président, de prendre l'initiative d'un projet de paix publique.

En face de cette situation, convaincus que vous comprendrez la nécessité de soustraire la France au danger persistant des crises qui l'inquiètent et qui, en se renouvelant, finiront par la ruiner, les soussignés vous supplient, M. le président, de prendre l'initiative d'un projet de paix publique.

Le mouvement d'enthousiasme que vient de provoquer dans toute la France la constatation de ce fait par le Message présidentiel, prouve suffisamment que le temps n'a fait que confirmer les aspirations républicaines du pays.

Alors, appelé à des élections nouvelles, à des élections forcées, le pays se chargera d'ajouter 7 ou 8 millions de voix au nombre singulièrement mesquin de 36 ;

Alors la République sera faite et la monarchie enfouie assez profondément pour qu'il soit impossible de détrouper le cadavre.

C'est l'unique solution logique, il n'y en a pas d'autre : — cherchez !

Directeur politique et rédacteur en chef : M. Eugène VÉRON

initiative. Nous ne doutons pas que vous ne retrouviez à la Chambre même la majorité qui déjà une fois s'est rangée autour de vous pour défendre la République contre les conspirations des monarchistes.

Adressé à MM. les députés du Rhône, pour demander la dissolution de la Chambre.

Messieurs les députés,

La France ne peut rester plus longtemps exposée aux conspirations monarchiques, qui troublent son repos, paralyssent ses efforts et menacent jusqu'à son existence.

Nous demandons au gouvernement de prendre l'initiative d'un projet de loi de dissolution, qui permette enfin à la volonté de la France de se manifester de M. Thiers aux mains d'un triumvirat quelconque ?

Nous comptons que vous appuierez énergiquement l'initiative gouvernementale.

Mandataires du suffrage universel, vous ne pourriez sans contradiction refuser à vos mandants le droit d'exprimer leur avis, quand il y va du salut public.

On lit dans la *Décentralisation*, organe légitimiste et clérical de la ville de Lyon :

LA BATAILLE EST FINIE. IL NE RESTE PLUS QU'A LA RECOMMENCER.

M. THIERS A OBTENU HIER UNE MAJORITÉ APPARENTE, IL N'A POINT GAGNÉ DE VICTOIRE. LA CRISE CONTINUERA, CAR RIEN N'EST RÉSOLU.

Pas de commentaires, n'est-ce pas ?

On lit dans la *Mascarade* :

36 voix de majorité pour le gouvernement — voilà le mot de fin.

370 contre 384, — tel est le bilan de la journée, et le compte des morts.

Donc, c'est une victoire pour le président, mais quelle victoire !

M. Thiers peut-il gouverner dans ces conditions avec trois douzaines de votes de confiance ? — Non.

Cette majorité absolue en faisant donner toutes les réserves, en appelant à la rescoufle le bas et l'arrière-bas des timides, des flotants et des irrésolus, cette majorité ne se déplacera-t-elle pas à la première occasion ?

Par conséquent, la voie est toute tracée, le chemin nettement indiqué.

Maitre du champ de bataille, ayant les honneurs de la guerre, que M. Thiers se met à la tête de ses 370 champions, — et là une manœuvre d'ensemble, — une démission collective.

Alors, appelé à des élections nouvelles, à des élections forcées, le pays se chargera d'ajouter 7 ou 8 millions de voix au nombre singulièrement mesquin de 36 ;

Alors la République sera faite et la monarchie enfouie assez profondément pour qu'il soit impossible de détrouper le cadavre.

C'est l'unique solution logique, il n'y en a pas d'autre : — cherchez !

LA RÉDACTION.

Voici le texte de deux pétitions déposées dans nos bureaux et qui se couvrent déjà de signatures :

Adresse à M. le président de la République pour demander la dissolution de la Chambre.

Monsieur le président,

Le pays, par sept votes successifs, a déclaré sa volonté de vivre en République.

Le mouvement d'enthousiasme que vient de provoquer dans toute la France la constatation de ce fait par le Message présidentiel, prouve suffisamment que le temps n'a fait que confirmer les aspirations républicaines du pays.

Pourtant, après un discours violent de M. Raoul Duval (des commissions mixtes), la motion de M. Prax-Paris, traduite par un ordre du jour impliquant un blâme pour le gouvernement, est adopté par 305 voix contre 299.

Ainsi, hier le gouvernement avait pour lui une majorité de 37 voix, aujourd'hui il se trouve en minorité de 6 voix.

Le 29 novembre il y avait 707 votants; le lendemain il ne s'en trouve plus que 604. Que serait-il advenu si tous les députés qui ont voté le 29 novembre avaient compris que leur présence sur leurs bancs,

dans les graves conjonctures où nous sommes, répondait à une nécessité de soustraire la France au danger persistant des crises qui l'inquiètent et qui, en se renouvelant, finiront par la ruiner, les soussignés vous supplient, M. le président,

de prendre l'initiative d'un projet de paix publique.

En face de cette situation, convaincus que vous comprendrez la nécessité de soustraire la France au danger persistant des crises qui l'inquiètent et qui, en se renouvelant, finiront par la ruiner, les soussignés vous supplient, M. le président,

de prendre l'initiative d'un projet de paix publique.

Le mouvement d'enthousiasme que vient de provoquer dans toute la France la constatation de ce fait par le Message présidentiel, prouve suffisamment que le temps n'a fait que confirmer les aspirations républicaines du pays.

D'un autre côté, le redoublement de fureur avec lequel les partis monarchiques attaquent la République et son président, ne nous permet plus d'espérer aucun repos tant qu'ils auront le pouvoir de troubler la paix publique.

En face de cette situation, convaincus que vous comprendrez la nécessité de soustraire la France au danger persistant des crises qui l'inquiètent et qui, en se renouvelant, finiront par la ruiner, les soussignés vous supplient, M. le président,

de prendre l'initiative d'un projet de paix publique.

Le visage de Lachenal était anxieux, son osi flamboyait; une agitation extraordinaire s'emparait de tous ses membres.

— Elle?... répétait-il, et c'est moi qui me l'impose, toi qui la défends, toi qui toujours la jettes entre nous deux, comme si tu avais peur que j'oublie, que je sorte en regardant mon enfant, que je vive enfin !

— Que veux-tu dire? fit Gabrielle, cherchant en vain à se rendre compte de ces paroles incompréhensibles.

— Ecoute, il y a assez longtemps que je souffre et dissimile, trop longtemps que cette femme me gêne, me paralyse, me glace. J'en ai assez, je ne veux plus la voir; je ne veux plus entendre tu? fit-il, élevant la voix sur ton qu'il prenait pour la première fois dans l'intimité, qu'elle mette les pieds dans cette maison qu'elle a souillée par sa fréquentation!

— Je vous le promets, et de grand cœur, et je n'ai pas attendu d'en être prié pour commencer.

— C'était l'heure du déjeuner; Lachenal n'allait pas tarder à paraître.

— Vous nous restez? demanda Gabrielle.

— Non, dit madame de Frairières sous le coup d'une émotion et d'une espèce d'angoisse qu'elle cherchait à comprendre.

— Mais, mon ami, dit-elle, m'expliqueras-tu?..

— Eh! que veux-tu donc que je t'explique? Cette femme a été ton malheur, le mien...

NOUVELLES POLITIQUES

La crise a recommencé. Les factions monarchiques de Versailles poursuivent avec plus d'acharnement que jamais leur œuvre de trouble et d'anarchie.

Que dira Paris qui s'est montré si joyeux de la victoire de la République ? On nous écrit en effet de la capitale :

« Rien de singulier comme l'aspect de la gare Saint-Lazare au retour du train parlementaire. Les cris de : Vive la République ! éclataient aux oreilles des monarchistes fu-

riens et déconfits. Un groupe a suivi M. Gambetta, qui a dû se précipiter dans une voiture. Malgré un temps horrible et des rafales de pluie et de vent à enflammer tous les Parisiens, les boulevards étaient remplis et les mêmes cris : Vive la République ! étaient de temps en temps comme une trainée de poudre. Il était temps que ça finisse : le gros commerce lui-même était gagné par une véritable fureur et j'ai entendu, dans la journée, de riches et paisibles négociants de la rue Saint-Denis, tenir des discours que M. Ernoult aurait proclamés anarchiques.

rières et déconfits. Un groupe a suivi M. Gambetta, qui a dû se précipiter dans une voiture. Malgré un temps horrible et des rafales de pluie et de vent à enflammer tous les Parisiens, les boulevards étaient remplis et les mêmes cris : Vive la République ! étaient de temps en temps comme une trainée de poudre. Il était temps que ça finisse : le gros commerce lui-même était gagné par une véritable fureur et j'ai entendu, dans la journée, de riches et paisibles négociants de la rue Saint-Denis, tenir des discours que M. Ernoult aurait proclamés anarchiques.

L'heure célébrée vient de s'attacher au nom de M. Polycarpe Batbie, l'ancien socialiste passé au blanc, l'ancien missionnaire de M. Rouland, aujourd'hui à la remorque de l'*Univers*.

On eût pu croire que cette renommée tout battant neuf aurait transporté d'aise les habitants du village qui lui donna le jour. Hélas ! il n'est rien. La commune de Seissan, où M. Batbie a son château « hérité », vient elle aussi, d'envoyer au président de la République une adresse qui n'exprime aucune espèce de sympathie pour le rapport sur la proposition Kerdrel, en voici le texte :

Seissan, 18 novembre 1872.

Les membres du conseil municipal réunis hors séance,

A M. le président de la République française.

Les membres du conseil municipal de Seissan (Gers), soussignés, ont l'honneur d'exprimer à M. le président de la République leur entière adhésion aux principes et idées patriotiques développées dans son Message à l'Assemblée nationale.

Come lui, ils sont persuadés que le gouvernement de la République est le seul qui convienne à la France ; le renverser, c'est courir à la révolution la plus redoutable.

Guy, maire; Boubée, adjoint, Las-

sus, Roudé, Campardon,

Marie, Cérès, Barada, Darolles,

Moncassan, Lacoste, L. Nicolas,

members du conseil municipal.

De quel front M. Batbie oserait-il se re

présenter devant les signataires de cette adresse? Malheureux Batbie! malheureux rapporteur!

M. Lucien Brun, l'exact chéri des jésuites de Lyon, a fait piteuse figure dans l'avant-dernière séance.

Il a terminé sa harangue par ces mots que M. de la Palisse pourrait revendiquer : —

— Que M. Thiers accorde ce que nous demandons et le vote de confiance ne sera pas attendre.

Cette naïveté provoque un homérique éclat de rire sur les bancs de la gauche.

La droite est consternée; M. de Kerdrel hausse les épaules; M. Gaslonde se précipite au-devant de M. Brun et lui dit : — « Vous avez tout gâté ! »

On sait que M. Lucien Brun, député de l'Ain par la surprise du 2^{me} février, est de Gex.

Veut-on savoir ce que les électeurs de

Gex pensent de la politique de cet adversaire?

Il suffit de lire l'adresse suivante de la ville de Gex qui est couverte de plus de cent signatures :

c'est que les nouveaux impôts ne sont pas seulement atteints, mais que les anciens ont fléchi sous la charge des nouveaux. Le déficit s'est trouvé en ce qui les concerne de 74 millions en neuf mois. Ce n'est donc pas l'épreuve des nouveaux impôts qui a fait baisser le produit. Il en résulte que le déficit de 1872 se retrouvera en 1873. Ce qui est grave, c'est que le gouvernement dans ses évaluations budgétaires ne tient pas compte de ces éventualités. Il suppose que les 188 millions non perçus cette année ne manqueront pas à l'appel l'année prochaine; il les porte en actif au nouveau budget.

Mais une chose bien grave a été annoncée à la tribune. Nous ne parlons pas seulement de la situation des fermiers des aluminettes, contraints de lutter avec l'importation autrichienne qui, à leur grand étonnement et à celui du gouvernement et de l'Assemblée, peut leur confisquer leur monopole en vertu des traités; nous parlons de 98 millions de droits sur les matières brutes et matières premières qui vont disparaître.

Quand il s'agit d'impôts ayant un caractère international, on ne saurait trop songer qu'un contrat suppose deux contractants au moins, et que lorsque l'exécutif et le législatif se sont entendus, il faut négocier avec l'étranger. Or, la question d'intérêt peut être primée par la question politique. C'est le moins ce qui nous arrive avec l'Allemagne, furieuse de n'avoir pas assez exigé. M. de Bismarck, dans une note adressée à l'Autriche la félicite d'avoir refusé la surtaxe de pavillon, et déclare que tous les gouvernements doivent entendre pour empêcher la France de marcher ainsi dans des voies rétrogrades, qui peuvent porter le désordre dans le mouvement international des échanges. Or, si on n'importe que les produits anglais, nous serons inondés de produits allemands et suisses entrant en franchise. Ce sera la perte de l'impôt et le désordre commercial le plus complet.

Tel est l'avenir qui semble réservé au budget de 1873. Continuation du déficit sur les impôts indirects; trouble dans les opérations de la ferme des aluminettes; disparition à peu près certaine des droits d'entrée sur les matières premières. Confiants dans l'engagement pris, les bonapartistes votèrent avec M. Ernoul, et ce matin ils furent surpris de lire à l'*Officiel* quelques-uns des mots dont ils avaient demandé la suppression.

M. Mestreau a voulu constater ce fait publiquement; de sorte qu'il reste avéré que la coalition a obtenu les voix des bonapartistes à l'aide d'une promesse qui n'a pas été tenue.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

ACHILLE MERCIER.

A VERSAILLES

Versailles, 30 novembre 5 h. soir. — 37 voix de majorité — c'est peu — mais à côté de la majorité de la Chambre, il y a la majorité du pays. La dissolution semble la conséquence nécessaire du vote d'hier.

Je vous ai envoyé par le télégraphe l'attitude de Paris dans la soirée d'hier. — Le public n'entre pas dans les détails des coulisses parlementaires; il n'a vu que la question posée entre la République et la monarchie et le triomphe de la République.

Tout n'est pas terminé; les royalistes ne déclarent pas; ils préparent déjà d'autres intrigues, dans l'espérance de mettre le ministre de l'intérieur en minorité — soit sur la question des adresses envoyées des départements — soit sur l'expulsion du prince Jérôme.

Ces messieurs ne veulent pas laisser au pays un moment de répit; ils n'ont pas perdu l'espoir de le harceler, de le fatiguer et de mettre sur le compte de la République le malaise produit par leurs petites conspirations.

L'adresse des commerçants de Paris se couvre de très-nombreuses signatures; on a été ce matin plus qu'indiqué en voyant les noms de deux députés de Paris, MM. de Pleure et Lefèuvre — qui ont voté contre le gouvernement de la République.

Une pétition se signe dans le haut commerce pour demander la révocation de M. de Pleure qui est sous-gouverneur de la Banque.

Le centre droit est furieux. La réunion dite du centre droit serait décidée à rayer d'office de la liste de ses membres MM. Teisserenc de Bort et de Gouard qui, disait tout à l'heure un député, ne peuvent continuer à faire partie d'une réunion honnête.

Si le centre droit exécute sa menace, le centre gauche, par représailles, expulsera les dix-sept députés qui, faisant à la fois partie du centre droit et du centre gauche, ont voté avec la droite.

Du reste, il se fait un travail dans le centre droit; une portion incline à se rallier au gouvernement et à la nouvelle majorité, l'autre penche au contraire pour continuer la guerre avec plus d'acharnement que jamais.

On a beaucoup remarqué hier le mot de M. Ernoul : « César de rencontre qui, dans la nuit du 2 décembre... » L'*Officiel* de ce matin ne met que César de rencontre, et retranche le reste de la phrase.

M. Mestreau fait remarquer son étonnement de cette suppression.

Aussitôt M. Rouher se lève et veut parler. Les interpellations de la gauche le forcent au

silence. M. Haentjens adresse de son banc quelques mots. « A la tribune! » lui crie-t-on. Il ne se décide pas à monter à la tribune défendre l'auteur du coup d'Etat.

M. Galloni d'Istria s'agitte, gesticule. « A la tribune! » lui crie-t-on, et il se rassied.

**

Le président, intervenant, rappelle que c'est un usage constant, un droit pour les orateurs de modifier certaines expressions de leurs discours. — De vives protestations partent des bancs de la gauche.

Si M. Mestreau s'est décidé à faire cette observation, c'est qu'elle se rapporte à un fait qui s'est passé hier et qui porte avec lui son enseignement.

Hier, après le discours de M. Ernoul, M. Gavini, député de la Corse, est allé trouver l'orateur légitimiste pour le prier d'effacer à l'*Officiel* la phrase choquante pour Bonaparte, le prévenant que, s'il ne promettait pas cette modification, les bonapartistes s'abstendraient dans le vote.

Ce n'est pas un appoint bien considérable, mais dans la situation il était prudent de ne rien négliger; aussi, M. Ernoul promit de faire droit à cette réclamation. Étaient présents à la conversation entre M. Gavini et M. Ernoul — MM. Bisaccia et Princeteau.

Confiants dans l'engagement pris, les bonapartistes votèrent avec M. Ernoul, et ce matin ils furent surpris de lire à l'*Officiel* quelques-uns des mots dont ils avaient demandé la suppression.

M. Mestreau a voulu constater ce fait publiquement; de sorte qu'il reste avéré que la coalition a obtenu les voix des bonapartistes à l'aide d'une promesse qui n'a pas été tenue.

**

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis...

— « Lesquels? — Ceux du club Soufflot? » lui demande-t-on.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE de la France républicaine.

Paris, 30 novembre 1872.

On se demande ce que va faire la droite. « C'est à recommencer, disait hier un droitier, et de fait, ils se permettent de recommencer aujourd'hui à propos de l'interpellation de M. Prax-Paris sur les adresses des Conseils généraux et des Conseils municipaux. Mais ils sont bien affaiblis, et beaucoup de soldats se promettent d'abandonner les chefs qui n'ont pas donné hier. On a été, en effet, surpris dans les rangs de la droite, de ne pas voir MM. d'Andiffret-Pasquier et de Broglie à la tribune. Après le rapport de Batbie, c'est une seconde fois.

J'ai entendu hier un conservateur indécrottable s'écrier, avec une comique fureur: « En les voyant nous mener si loin, je les crois au contraire de la victoire, matériellement et militairement sûrs! On ne m'y prendra plus! »

Le ministre hongrois tout entier vient de donner sa démission.

L'empereur d'Autriche éprouve le besoin d'avoir une loi électorale. Il vient de recommander à ses ministres de préparer un projet. Ceux-ci auront fort à faire pour préparer une loi applicable à cet empire fait de pièces et de morceaux et où la lutte des nationalités ne fait qu'augmenter. Ainsi on a les nouvelles les plus mauvaises de la lutte entre les hongrois et les Croates, les premiers voulant opprimer les seconds, comme ils ont été longtemps opprimés eux-mêmes par l'Autriche.

L'inondation de la Seine, qui va toujours augmentant, commence à inspirer des craintes sérieuses à Bercy, à Auteuil et à Grenelle; plusieurs rives sont sous l'eau et de grandes usines, notamment l'usine Cail, sont menacées. On voit errer dans Paris, comme des rivières de la Marne chassées par le débordement, et la pluie continue comme de plus belle.

Le ministre hongrois tout entier vient de donner sa démission.

L'empereur d'Autriche éprouve le besoin d'avoir une loi électorale. Il vient de recommander à ses ministres de préparer un projet. Ceux-ci auront fort à faire pour préparer une loi applicable à cet empire fait de pièces et de morceaux et où la lutte des nationalités ne fait qu'augmenter. Ainsi on a les nouvelles les plus mauvaises de la lutte entre les hongrois et les Croates, les premiers voulant opprimer les seconds, comme ils ont été longtemps opprimés eux-mêmes par l'Autriche.

Finallement, Batbie se compare à Moïse. Il descend de la tribune avec les tables de la loi et les autres ornements du prophète. Le coup de la droite est porté. Son plan était très-artificieusement combiné. Mais pourquoi a-t-elle choisi pour l'attaque ce grossier orateur?

Les gens de ce miaois ne sont pas accusés d'être, grâce au ciel, ni furbes ni rusés.

Si le plan de la droite a si piteusement échoué, elle le doit en grande partie à ce lourd pédant, qui a voulu faire l'herboriste et n'a jamais été que boucher.

Conclusions qu'ils tirent de leur argumentation ne sont sans doute pas toutes acceptables, pendant, n'en déplaise à l'*Avenir militaire* [1], inexactes qu'on serait en droit de s'y attendre, justesse rigoureuse.

Quant à nous, nous sommes sur la question moins et moins exclusifs que les Prud'hommes.

À notre avis, des deux catégories n'est en tout, pour tout, et toujours supérieure à l'autre. Chacun a des défauts et des qualités qui sont propres.

Voici, du reste, qu'elle est en tous points

plus sérieux qu'un homme de 20 ou de 24 ans. Aussi est-il fort rare de trouver chez des lieutenants ou des sous-lieutenants sortis de Saint-Cyr, cet aplomb et cette fermeté indispensables à l'exercice du commandement, tandis que ces qualités sont généralement l'apanage de leurs collègues sortis des rangs.

À leur arrivée au corps, les jeunes Saint-Cyriens sont la plupart du temps de grands enfants espiègles et mutins, de véritables étoiles émanées, incapables de se diriger entre eux et à plus forte raison d'avoir charge sur l'homme de loi. C'est le produit de l'accaptement incestueux du droit et de la théologie.

Leur caractère est étrange, mais pas tout à fait naturel.

Leur caractère est étrange, mais pas tout à fait naturel.

Leur caractère est étrange, mais pas tout à fait naturel.

Leur caractère est étrange, mais pas tout à fait naturel.

Leur caractère est étrange, mais pas tout à fait naturel.

Leur caractère est étrange, mais pas tout à fait naturel.

<p

